

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 NANTES Cedex 2

NANTES, le 19/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FMGC**

ZI de Hochepie  
44110 SOUDAN

Références : N5-2022-1056  
Code AIOT : 0006300987

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2022 dans l'établissement FMGC implanté ZI de Hochepie 44110 SOUDAN. L'inspection a été annoncée le 30/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FMGC
- ZI de Hochepie 44110 SOUDAN
- Code AIOT : 0006300987
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société FMGC exploite, sur le site de Soudan, une fonderie de fonte.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Point sur l'activité du site
- Actions menées concernant les rejets atmosphériques
- Actions menées concernant la gestion des déchets
- Gestion des eaux sur le site
- Suivi des équipements sous pression

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 09/03/2001, article 9-3-2	/	Sans objet
4	Modalités d'entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Vitesse d'éjection des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57	/	Sans objet
9	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, article 11-2	/	Sans objet
10	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	/	Sans objet
11	Suivi des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets atmosphériques du cubilot	Arrêté Préfectoral du 13/06/2012, article 3-2	/	Sans objet
2	Rejets atmosphériques en COVNM	Arrêté Préfectoral du 09/03/2001, article 9-3-1	/	Sans objet
5	Quantité de déchets entreposés	Arrêté Préfectoral du 14/01/2020, article 2-2	/	Sans objet
7	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 13/06/2012, article 5	/	Sans objet
8	Stockage de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, article 8-2-2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en oeuvre.

### **2-4) Fiches de constats**

## N°1 : Rejets atmosphériques du cubilot

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2012, article 3-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration (...) : Pour le Filtre 3 - Cubilot - Pour un % d'O <sub>2</sub> de 13 % Concentration instantanée en dioxines et furannes : 0,1 ng-iTEQ/Nm <sup>3</sup> Flux en dioxines et en furannes : 1,9 µg/h
<b>Constats :</b> Lors du contrôle réalisé le 31 août 2021, la concentration en dioxines et furannes au niveau du filtre 3 du cubilot était de 0,149 ng-iTEQ/Nm <sup>3</sup> et le flux de 2,33 µg/h.  L'exploitant a précisé que l'analyse menée n'a pas mis en évidence de dysfonctionnement des installations.  De nouvelles mesures ont été réalisées en décembre 2021 puis en mars 2022 ; les rapports de contrôle ont été transmis et les résultats sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N°2 : Rejets atmosphériques en COVNM

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2001, article 9-3-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> La valeur limite d'émission en COVNM dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est fixée (...) à 75 mg/Nm <sup>3</sup> pour les rejets de la zone d'application.
<b>Constats :</b> Lors du contrôle réalisé le 31 août 2021, la concentration en COVNM pour le rejet associé au point 15 (Application Apprêt PL) était de 156,1 mg/Nm <sup>3</sup> .  L'exploitant justifie ce dépassement par un mauvais positionnement des filtres secs suite à leur remplacement.  Depuis, de nouvelles mesures ont été réalisées en décembre 2021 ; les résultats sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N°3 : Plan de gestion des solvants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2001, article 9-3-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisés.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis, en préalable à la visite, le plan de gestion des solvants pour l'année 2021.  La consommation de solvants est estimée à 218 tonnes et les émissions diffuses représentent 45.5 tonnes soit 21% de la quantité de solvants utilisés.  Lors de la visite, l'exploitant a confirmé que le passage à la couche à l'eau du chantier GP1 a été réalisé en avril 2022 pour toutes les pièces. La nouvelle étuve est fonctionnelle.  L'exploitant précise alors que ce projet permet de diminuer les émissions diffuses de l'établissement sous la valeur de 20% de la quantité de solvants utilisés.  <b>L'exploitant transmettra, d'ici au 31/03/2023, le plan de gestion des solvants pour l'année 2022, dans lequel il justifiera que les actions mises en place (en particulier, le passage à la couche à l'eau du chantier GP1) permettent de respecter le pourcentage d'émissions diffuses de solvants.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N°4 : Modalités d'entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
<b>Constats :</b> Sur la zone de l'ancienne décharge, sont entreposés des déchets non dangereux, en particulier, les terres de fond de case et les sables en mélange. Cette zone n'est pas étanche.  Suite à la précédente inspection, l'exploitant a étudié plusieurs possibilités pour entreposer ces déchets non dangereux dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution.  Lors de la visite, l'exploitant a présenté la solution retenue localisée à l'est du site. Les travaux d'aménagement de la zone devraient être réalisés au 1er semestre 2023.  <b>L'exploitant doit engager, dans les délais précisés lors de la visite, l'aménagement de la zone de stockage des déchets non dangereux, actuellement entreposés au niveau de l'ancienne décharge.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N°5 : Quantité de déchets entreposés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/01/2020, article 2-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les quantités maximales autorisées de déchets présentes sur le site sont fixées à : (...) 50 tonnes de poussières de fusion ; (...) 30 tonnes de poussières de grenaillage ; 70 tonnes de poussières de sablerie ; 60 tonnes de sables en mélange ; 40 tonnes de terres de fonds de case ; (...).
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le tableau de suivi mis en place pour suivre les quantités de déchets dangereux et de déchets non dangereux entreposés sur le site en attente d'évacuation.  Celles-ci respectent les quantités maximales autorisées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/01/2020.  En particulier, 33 tonnes de poussières de sablerie sont stockées (pour une quantité maximale fixée à 70 tonnes).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N°6 : Vitesse d'éjection des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m <sup>3</sup> /h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> /h.
<b>Constats :</b> Les mesures réalisées au niveau des installations en 2021 mettent en évidence une vitesse mesurée insuffisante sur 6 points de rejet hors filtres de fusion (les points numérotés : 11 - 17 - 18 - 19 - 23 et 32).  Lors de la visite, l'exploitant a présenté les actions mises en œuvre pour mettre en conformité chaque point de rejet.  De nouvelles mesures au niveau des rejets atmosphériques de l'établissement ont été réalisées les 19 et 20-09-2022.  Les résultats des mesures n'étant pas disponibles le jour de la visite, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, les rapports de mesures des rejets atmosphériques réalisées les 19 et 20 septembre 2022, dès réception ; il justifie de la mise en conformité des installations concernées avec la vitesse minimale d'éjection fixée à l'article 57 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 suite à la réalisation des actions présentées lors de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N°7 : Surveillance environnementale

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2012, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise une étude d'impact environnemental des retombées atmosphériques en dioxines, furannes, PCB dioxin-like et PCB indicateurs.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le rapport sur la surveillance environnementale réalisée en avril 2022.  Dans ce rapport, concernant les prélèvements dans les fourrages, la valeur mesurée en dioxines au point Sud (avec déduction de l'incertitude) est inférieure à la valeur réglementaire mais supérieure au seuil d'alerte.  <b>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a donc rappelé que la surveillance environnementale doit se poursuivre annuellement et a attiré l'attention de l'exploitant sur les mesures en dioxines dans les fourrages.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N°8 : Stockage de produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, article 8-2-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Modalités de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des 2 valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.
<b>Constats :</b> Lors des précédentes inspections, il avait été constaté l'absence de mise sur rétention des cuves de stockage de résine et de catalyseur utilisées au niveau du chantier de moulage GP1.  En réponse, l'exploitant s'était engagé à réaliser les travaux lors de l'arrêt technique estival 2021. Suite à des difficultés d'approvisionnement des nouveaux équipements, les travaux ont été reportés lors de l'arrêt estival 2022.  Lors de la visite, il a été constaté la réalisation des travaux et la mise en place des nouvelles cuves sur rétention. Les anciennes cuves ont été démantelées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N°9 : Contrôle des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/03/2001, article 11-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions sonores
<b>Prescription contrôlée :</b> Les émissions sonores provoquées par le fonctionnement des installations ne doivent engendrer une émergence supérieure aux valeurs fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où elle est réglementée.
<b>Constats :</b> Le rapport de contrôle des niveaux sonores réalisé en juillet 2020 met en évidence une non-conformité au niveau de la zone à émergence réglementée située au nord-ouest du site en période diurne et en période nocturne.  Aucune plainte n'a été émise à ce jour.  L'exploitant a précisé qu'une société spécialisée est intervenu en décembre 2021 pour identifier les sources de bruit et définir les actions correctives à mettre en place.  Les principales sources de bruit ont été identifiées au niveau du dispositif de filtration du rejet Ponçage PMP et au niveau des extracteurs situés en toiture du bâtiment finition PMP.  Des solutions de réduction des émissions sonores ont été définies (en particulier, la mise en place d'un capotage au niveau du système de filtration).  <b>L'exploitant doit mettre en œuvre les actions correctives en vue de respecter les émergences admissibles au niveau de la zone à émergence réglementée située au nord-ouest de l'établissement. Il informera l'IIC des dispositions prises en ce sens, en particulier l'échéancier d'intervention défini. Une nouvelle mesure des émissions sonores sera réalisée en 2023 à l'issue des travaux.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N°10 : Surveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.
<b>Constats :</b> Par courrier du 24 août 2021, l'exploitant a transmis sa proposition de programme de surveillance de ses rejets aqueux, suite à la modification de l'arrêté ministériel du 02-02-1998 par l'arrêté ministériel du 24-08-2017. Celui-ci a été validé par courrier du 9 décembre 2021.  Les nouvelles dispositions ont été mises en œuvre par l'exploitant à partir de janvier 2022. Les résultats de surveillance sont transmis via l'application informatique GIDAF.  Il a alors été constaté en janvier, février et avril 2022, 3 dépassements sur le paramètre Zinc ; après analyse, l'exploitant a précisé que ces dépassements seraient consécutifs aux rejets d'eaux pluviales suite au lessivage des zones de récupération des fines de fusion.  Il étudie donc des solutions pour limiter ces rejets (bâchage ; mise des poussières en big-bag ; ...) et pour gérer la pollution présente dans les sédiments au niveau des bassins.  <b>L'exploitant doit définir et mettre en œuvre les actions correctives en vue de respecter les valeurs limites d'émissions au niveau des rejets aqueux pour le paramètre Zinc. Il informera l'IIC des dispositions prises en ce sens.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N°11 : Suivi des équipements sous pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine qualification périodique.  L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la liste des équipements sous pression soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20-11-2017.  Il a, cependant, précisé qu'un audit par la société DEKRA doit être réalisé sur ce sujet prochainement.  <b>L'exploitant doit établir la liste des équipements soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20-11-2017. Cette liste indiquera pour chaque équipement, les informations listées réglementairement. Il transmettra la liste établie à l'inspection des installations classées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet